

BULLETIN DU 18 JANVIER 2010

Bonne année 2010 !

Au sommaire de ce numéro :

1. Campagne de soutien financier : SOLIDARITÉ avec le RSIQ !
2. Retour sur le dépôt du *Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013*.
3. SPLI 2011-2014 : vers une prise de décision.
4. Assemblée générale du RSIQ (21 et 22 janvier) : un moment clé.

1. Campagne de soutien financier : SOLIDARITÉ avec le RSIQ !

Comme convenu à l'assemblée générale annuelle de septembre dernier, le RSIQ a lancé en janvier 2010, une campagne de soutien financier. Durant l'automne, il demandait au Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) de réviser sa décision de n'accorder que 31 814 \$ au RSIQ pour l'année 2009-2010 (programme PSOC). Le RSIQ remercie les 160 organismes et regroupements d'organismes, de 14 régions différentes, qui ont joint leur voix à la sienne. Malheureusement, en décembre dernier, le MSSS annonçait au RSIQ le maintien de sa décision.

Depuis plus de 10 ans, le Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec joue un rôle majeur sur plusieurs fronts. Pensons plus particulièrement à la lutte pour la reconduction du financement fédéral en itinérance et à la demande d'une réponse gouvernementale globale aux besoins avec le travail en faveur d'une Politique globale en itinérance. Regroupant maintenant une douzaine de tables régionales réunissant plus de 250 organismes, le RSIQ, malgré l'adhésion active du milieu, sa reconnaissance par les partenaires, institutions et élu-e-s n'a pas un financement adéquat pour lui assurer son action.

En date du 18 janvier 2010, le RSIQ avait reçu près de 2000 \$ en dons ou en promesses de dons. Pour participer à cette campagne de solidarité qui se poursuit, on vous invite à télécharger la [demande de soutien](#) en se rendant à la section RSIQ du site www.rapsim.org.

2. Retour sur le dépôt du *Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013*.

Le 14 décembre dernier, le RSIQ était présent au lancement du [Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013](#). Ce plan a été lancé à la Mission Old Brewery (à Montréal) par la ministre déléguée aux Services sociaux, Madame Lise Thériault. Elle était accompagnée par la ministre de la Justice, Madame Kathleen Weil, du président de la Commission de la santé et des services sociaux, le député libéral M. Geoffrey Kelley et le président-directeur général de l'Agence de santé et de services sociaux de Montréal, M. David Levine.

Doté d'un budget de 14 millions de dollars sur trois ans, ce plan comprend 70 mesures et cinq grandes priorités (prévention, stabilité résidentielle, intervention, cohabitation dans les lieux publics et recherche). Lors du lancement, Madame Thériault expliquait qu'il fallait aussi ajouter les sommes consenties par la Société d'habitation du Québec (SHQ), via le programme *Accèslogis* et ce qu'allait annoncer le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad, par le dépôt prévu au printemps 2010 du 2^{ième} *plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale*.

Sans sa réaction préliminaire, le RSIQ disait être « resté sur son appétit » (réf. : [communiqué de presse du 14 décembre 2009](#)). De son côté le [Barreau du Québec](#) réaffirmait sa demande d'une politique globale en itinérance fondée sur les droits de la personne.

Comment se dépensera ce 14 millions de dollars sur trois ans ?

Le RSIQ n'a pas encore toute l'information sur la ventilation du budget dédié au plan d'action. La ministre Thériault a donné quelques indices lors de son lancement et les fonctionnaires au Ministère de la Santé et des Services sociaux disent avoir besoin de « quelques temps » pour finaliser l'exercice.

Sous réserves de nouvelles informations, il semblerait probable que des sommes seront disponibles :

- pour offrir un soutien accru en hébergement (hommes, femmes et autochtones), du moins à Montréal, où les demandes des trois grands refuges dépassent les trois millions de dollars;
- pour ouvrir un centre de répit et de dégrisement à Montréal;
- pour augmenter le nombre d'équipes de liaison avec les centres de réadaptation en dépendance dans les urgences des centres hospitaliers, en commençant par en ajouter une à Montréal;
- pour augmenter, de manière récurrente, le soutien communautaire en logement social.

L'implantation à Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke de procureurs désignés en itinérance, comme il en existe un à Montréal, serait financée par d'autres budgets que celui de 14 millions de dollars du *Plan*, tout comme le financement de la campagne de sensibilisation du public.

Du côté de la SHQ, il sera possible, comme par le passé, de présenter des projets de logement social dans le cadre du programme *AccèsLogis*. Ainsi, 300 unités de logement (sur les 3000 de 2010) sont réservées à une « clientèle itinérante » et « jusqu'à un maximum de 10% des unités de chaque programmation entre 2010 et 2013 ». Aussi, 150 unités de la programmation 2009 serviront à créer des chambres ou des studios avec soutien communautaire.

Rappelons que le RSIQ a encore été très actif ces derniers mois pour obtenir une politique globale en itinérance. À la mi-décembre, 80 organismes et regroupements d'organismes transmettaient leur vœu pour 2010 à la ministre Lise Thériault et au Premier ministre Jean Charest : une politique globale en itinérance !

3. SPLI 2011-2014 : vers une prise de décision.

À l'automne 2009, le gouvernement procédait à la révision pour 2011-2014 de la *Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI)*. Les groupes pouvaient donner leur avis par une consultation par courriel ([relire l'avis soumis par le RSIQ](#)). Plusieurs organismes québécois étaient aussi conviés à une rencontre tenue à Montréal, le 23 octobre dernier. De plus, le RSIQ attend la confirmation d'une rencontre prochaine avec les fonctionnaires responsables du programme.

Un compte-rendu des ces consultations serait distribué d'ici les prochaines semaines. On dit viser une prise de décision au cours de l'hiver 2010, pour une mise en œuvre de la SPLI en avril. À suivre !

4. Assemblée générale du RSIQ (21 et 22 janvier) : un moment clé.

Une cinquantaine de personnes d'une dizaine de régions différentes sont attendues à Drummondville (<http://www.mmrqc.ca/acc.html>) les 21 et 22 janvier 2010 pour une assemblée générale (AG) du RSIQ.

Cinq semaines après le lancement du plan d'action interministériel en itinérance et au moment où le gouvernement fédéral finalise la révision de la SPLI pour 2011-2014, cette AG tombe à point !

Elle débutera par un panel pour favoriser une lecture commune du contexte et des enjeux quant à notre demande d'une politique globale en itinérance. Ce panel sera composé de Marie-Claude Vézina, présidente du RSIQ et porte-parole de la Table de concertation sur l'itinérance à Sherbrooke, Véronique Laflamme, organisatrice au FRAPRU et de René Charest, organisateur au CSSS Jeanne-Mance.

La journée du jeudi 21 janvier sera complétée par un point sur les pratiques policières envers les populations marginalisées, à la lumière de l'avis récent de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sur la situation à Montréal. Isabelle Raffestin, de la Clinique Droits Devant du RAPSIM, et Mario Gagnon, de Point de Repères de Québec, feront démarrer cet échange qui visera à appréhender la situation dans les diverses régions.

La journée du vendredi sera d'abord consacrée à notre lutte pour le maintien et la bonification de la *Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI)*. À 434 jours de la fin des projets en cours et au moment où le gouvernement fédéral complète la révision du programme, comment peut-on relancer les pressions dès le début de 2010 ?

L'AG se terminera par des discussions visant à rendre concret le projet de tenir en 2010 les 2e États généraux de l'itinérance. Pour mieux cerner les questions que l'on doit se poser collectivement et appréhender les défis qui attendent la société et le milieu, Michel Simard, directeur général du Centre Le Havre de Trois-Rivières et Roch Hurtubise, responsable scientifique du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI) et professeur au département de service social à L'Université de Sherbrooke, lanceront ces discussions.